

CONFLITS AGRO-PASTORAUX ET SCOLARISATION DES FILLES DANS LE LAC-IRO (MOYEN- CHARI)

Hamidé ABRAS RAHMA

École Normale Supérieure de Ndjamen, Tchad

hamideabras@gmail.com

&

Mahamat IBNI BICHARA

École Normale Supérieure de N'djamena, Tchad

Résumé : La recrudescence des conflits agropastoraux qui affectent la localité de Lac-Iro tire son origine d'une multitude de facteurs qui engendrent des impacts sur toute la population en général et sur les filles en particulier. Ces dernières subissent plus que quiconque les effets de ces conflits en ce qui concerne leur scolarisation. Le présent article vise à analyser l'impact des conflits agro-pastoraux sur la scolarisation des filles qui, compte tenu de leur vulnérabilité, se trouvent en première ligne des victimes de ces récurrents antagonismes entre les éleveurs et les agriculteurs dans cette partie du Tchad. Cette étude arrive à appréhender les origines des conflits agropastoraux, les différents types de ces conflits ainsi que leurs impacts sur la scolarisation des filles dans le Lac Iro. Cette étude s'achève en proposant des potentielles solutions et opportunités pouvant atténuer les risques de conflits et leurs impacts et la prise de mesures en vue de la perpétuation de la scolarisation des filles.

Mots clés: conflits agro-pastoraux, scolarisation, filles, éleveurs, agriculteurs, Lac-Iro.

AGRO-PASTORAL CONFLICTS AND GIRLS' SCHOOLING IN LAC-IRO (MOYEN-CHARI)

Abstract : The resurgence of agropastoral conflicts affecting the Lac-Iro locality stems from a multitude of factors that have an impact on the entire population in general and on girls in particular. The latter suffer more than anyone else from the effects of these conflicts in terms of their schooling. This article aims to analyze the impact of agro-pastoral conflicts on the schooling of girls who, given their vulnerability, are on the front line of the victims of these recurrent antagonisms between herders and farmers in this part of Chad. This study provides an understanding of the origins of agropastoral conflicts, the different types of these conflicts and their impacts on girls' schooling in Lake Iro. The study concludes by proposing potential solutions and opportunities that can mitigate the risks of conflict and its impacts and take measures to perpetuate girls' schooling.

Keywords: agro-pastoral conflicts, schooling, girls, herders, farmers, Lac-Iro.

Introduction

L'agriculture et l'élevage constituent deux secteurs importants de l'économie du Tchad. Mais les acteurs de ces secteurs se confrontent souvent à des conflits qui affectent non seulement leurs activités mais aussi d'autres domaines tels que l'éducation. Les déplacements involontaires dus aux affrontements agropastoraux interrompent la scolarisation des filles. C'est ainsi que les filles de ces agriculteurs et éleveurs se trouvent dans des situations de déscolarisation et de non scolarisation. Or, l'éducation en tant qu'art ou processus d'apprentissage, de formation et de développement des facultés intellectuelles, morales et physiques d'un enfant ou d'un adulte (CARREL, L., 1935, p. 7) s'impose aujourd'hui comme un droit inaliénable pour tous les enfants en général et des filles en particulier. Il n'existe aucun instrument de développement plus efficace que l'éducation des filles (Kofi Annan, 2014).

Nous allons démontrer à travers cette étude que la situation de divergences accrues liée aux intérêts de deux communautés d'agriculteurs et éleveurs sur la répartition des ressources matérielles ou naturelles n'affectent non seulement les activités de toute la population mais impacte négativement sur la scolarisation des filles au regard de nombreux dégâts qu'elles causent dans le Lac-iro. Cette situation aussi constitue à n'en point douter une entrave au système éducatif en général et au défi de l'éducation des filles en particulier.

Cependant, en dépit des récurrences de ces conflits agropastoraux dans la zone d'étude, les pouvoirs publics doivent s'engager dans une dynamique de prise de décisions idoines et efficaces afin de prendre de mesures allant dans le sens de la perpétuation des opportunités pour permettre aux filles de se faire scolariser ou de se faire former. Cela appelle de mesures de sécurité de la population et de leurs biens, la préservation et la résolution des conflits et la formation des filles ayant abandonné l'école ou en situation de décrochage¹ scolaire à cause des conflits agropastoraux.

L'impact des antagonismes agropastoraux sur la scolarisation des filles dans le lac iro n'est pas largement documenté. Seulement quelques rapports des organismes de développement en traitent de façon superficielle. Pour contribuer à la construction des nouvelles connaissances sur cet aspect, le présent article se donne pour tâche d'examiner, grâce à la démarche empirico-déductive, les effets pervers des conflits agropastoraux sur l'éducation scolaire des filles. De ce fait, quels sont les facteurs explicatifs de ces conflits agropastoraux dans le Lac-Iro? Comment ces conflits affectent-ils la scolarisation des filles dans cette zone? Les réponses à ces interrogations nous amènent à élucider, sous le prisme de la théorie du transformisme communautaire, les impacts de ces situations conflictuelles sur l'éducation scolaire des jeunes filles. Organisé en quatre parties, cet article présente les causes et les types des conflits agropastoraux dans le Lac Iro, leurs impacts sur la scolarisation des filles ainsi que les mesures permettant de perpétuer l'éducation de celles-ci.

¹Abandon subit de l'école par les filles à cause de plusieurs facteurs.

Méthodologie

1. Données utilisées

L'approche méthodologique s'appuie sur une démarche empirico-déductive utilisant l'observation, l'analyse documentaire et les entretiens auprès des acteurs et des victimes de ces conflits en perpétuelle multiplication dans le Lac Iro. Sous le prisme de la théorie du transformisme communautaire et de la transdisciplinarité, Cette étude a été réalisée dans le Moyen- Chari, précisément dans le Lac-Iro. Le choix de cette zone se justifie par le fait que l'éducation et la formation des filles des acteurs des conflits agropastoraux y sont négligées et surtout celles des filles des éleveurs. Pour effectuer ce travail, nous avons utilisé plusieurs données. Il s'agit des sources documentaires, les statistiques scolaires, les enquêtes auprès des groupes d'agriculteurs et d'éleveurs et des responsables des établissements et des Centres d'Éducation de Base Non Formelle(CEBNF). Les sources documentaires en liaison avec le sujet nous ont été d'une importance capitale. Ce sont des ouvrages scientifiques qui s'intéressent sur les sujets abordant les conflits agropastoraux, l'éducation en général et particulièrement l'Éducation de Base Non Formelle. Grâce à l'ensemble de ces documents nous avons pu faire un état des lieux de conflits agro-pastoraux et de leur impact sur l'éducation des filles dans le Lac-iro afin de bâtir une approche méthodologique de la présente recherche. Les entretiens individuels ont permis d'interroger 15 personnes et de cerner les freins à la scolarisation des filles dans cette localité. Les données collectées ont été transcrites, catégorisées et analysées de façon thématique.

Résultats

1. Les origines de conflits agropastoraux

Divers facteurs sont à l'origine des situations conflictuelles entre les agriculteurs, les éleveurs et autres acteurs sociaux. Dans le Lac-Iro, il ressort de nos entretiens avec ces différents acteurs que ces facteurs concernent les problèmes en rapport avec le climat, l'augmentation de la population, la gestion de l'espace et l'indisponibilité des ressources.

1.1. *Le changement climatique*

Le changement climatique qui engendre la rareté de l'eau constitue une cause essentielle des conflits agropastoraux dans le lac-iro. L'indisponibilité des ressources (pâturages/herbes, l'eau, etc.) due aux faibles précipitations attirent les éleveurs des provinces du Nord vers le Lac-Iro, une zone humide située au Sud-Est du pays. Les migrations des éleveurs vers ce lac occasionnent les piétinements des champs au bord de points d'eau voire de l'affrontement entre eux et les agriculteurs. Comme le pense Claude Arditi, la diminution des précipitations dans le sahel tchadien, durant les trois dernières décennies, a eu des conséquences diverses sur les hommes et leurs activités. Cette situation s'est empirée à cause de l'instabilité politique et la guerre et s'est traduite par le départ de nombreux éleveurs arabes qui se sont installés avec leurs

troupeaux dans la zone soudanienne.² Dans ce contexte, ces conflits font suite à une dynamique que connaissent ces régions, dynamique engendrée en général par les sécheresses et l'extension des surfaces agricoles provoquées, d'une part, par la poussée démographique et par l'introduction de la culture attelée, d'autre part. Ce phénomène est accompagné par un transfert de bétail aux cultivateurs, des pratiques agricoles aux éleveurs et un déplacement concomitant du centre de l'élevage de la zone septentrionale vers la zone méridionale à dominance agricole.³ C'est donc cette ruée des éleveurs vers le Lac-Iro qui accentue ces rivalités agropastorales puisque cela pose le problème de la croissance de la population avec une course à l'utilisation des ressources.

1.2. La croissance démographique

La présence des autres acteurs sociaux venus d'ailleurs dans le Lac-Iro augmente le nombre des habitants de cette localité et bien évidemment les besoins de ceux-ci. Les ressources telles que l'espace, le pâturage et l'eau deviennent plus exploitables et attisent des convoitises car chaque partie cherche à en profiter au maximum. De ce fait, les éleveurs du Nord et leurs troupeaux partent à la recherche de pâturages et d'eau en période sèche. En faisant de long parcours, ils arrivent au Lac-iro où le climat est favorable pour eux et y trouvent des étangs d'eau et de pâturages satisfaisant pour leurs troupeaux. Ce qui leur permet d'y rester pendant cette période pour contourner la disette. Cette réalité corrobore la pensée de Sougnabe (2003) qui souligne que la croissance démographique et l'augmentation de la production marchande ont causé l'expansion d'agriculture sur les terrains de pâturage, les descentes massives des éleveurs transhumants des zones sèches vers celles plus humides ainsi que de nouvelles formes de mobilité des troupeaux pour s'adapter à la forte inégalité spatio-temporelle des ressources pastorales et hydriques.⁴ Logiquement, on assiste au non-respect des itinéraires à bétail et à la destruction des champs agricoles ou les couloirs de transhumance.

1.3. Le non-respect des itinéraires à bétail et l'empiètement des champs agricoles

L'existence des pistes à bétail n'est pas synonyme du respect de celles-ci. À ce niveau, on note la violation des règles sur le suivi des itinéraires à bétail par les troupeaux et l'incursion de ceux-ci dans les champs agricoles qui font confronter les pasteurs et les agricultures. En effet, les éleveurs laissent volontairement ou non leur bétail piétiner les champs agricoles occasionnant souvent des pertes considérables aux agriculteurs. Ce qui ressort de l'entretien avec un agriculteur qui relève que :

² Claude Ardit. Conflits agriculteurs-éleveurs et " enfants bouviers " au Tchad méridional : essai d'analyse anthropologique. L. SEINY-BOUKAR, P. BOUMARD. Savanes africaines en développement : innover pour durer, Garoua, Cameroun. Cirad, 9 p., 2010.

³ AFD, 2010. « Causes des conflits liés à la mobilité pastorale et mesures d'atténuation » Rapport d'étude Juin – septembre 2010

⁴ Liées aux ressources en eaux.

« Les éleveurs n'attendent pas souvent la fin de notre récolte pour entrer dans nos champs avec leurs troupeaux et cela détruit nos champs et nous cause beaucoup des pertes ».⁵ À ce sujet, il convient de s'accorder avec le rapport de l'AFD qui souligne que: « les dégâts des animaux dans les champs peuvent être considérés également comme conséquence de l'extension de la surface agricole durant ces trente dernières années et surtout le non-respect et la fermeture des axes de transhumance ou de passage ».⁶

Généralement, les agriculteurs opposent une réaction conflictuelle face aux pasteurs voire à leurs bétails. De ce fait, les bagarres entre ces acteurs aboutissent aux blessures des animaux et des hommes. Ces situations mettent donc les acteurs concernés dans de batailles pouvant conduire aux pertes des biens et des humains. Pour la perte des biens, il importe de mentionner la destruction des champs agricoles, le vol de bétails et d'autres biens. S'agissant des pertes en vie humaine, certains affrontements entre ces acteurs agropastoraux se soldent par la mort d'hommes. Donc, c'est qui génère l'insécurité dans ces localités à dominance agropastorales. À cela, s'ajoute le problème de l'utilisation et la gestion de l'espace.

1.4. Le problème de l'utilisation et de la gestion de l'espace

L'espace agropastoral devient une source de compétition entre les agriculteurs et les pasteurs. Le manque des espaces ou leur insuffisance due à l'arrivée massive des migrants a entraîné la pression sur les espaces agropastoraux de lac-iro. C'est ainsi qu'on assiste au non-respect des espaces agricoles par les éleveurs et de l'occupation des pistes à bétail par les agriculteurs. L'utilisation anarchique des espaces agricoles et pastoraux est susceptible de créer les conflits entre ces acteurs rendant difficile leur cohabitation. C'est la raison pour laquelle l'étude de Search for Common Ground (SFCG) en 2014 relève trois principaux facteurs explicatifs de ces conflits agropastoraux en rapport avec le problème d'accès et d'utilisation de l'espace. Le premier facteur concerne la diminution des espaces et des ressources qui est causé par l'accélération de la désertification, les migrations massives, l'accroissement démographique et la pression sur l'accès à la terre et aux points d'eau. Le deuxième facteur est lié à la tension intercommunautaire opposant généralement les groupes ethniques du Nord du pays et les groupes autochtones des régions de Moyen Chari et le Mandoul due à leurs différentes perceptions de la terre et de son utilisation. Le dernier facteur quant à lui est en rapport avec l'absence d'un système de gouvernance effective avec ses corollaires tels que le vide juridique, l'incompréhension des lois existantes, le manque de transparence dans la gouvernance locale et la possibilité de répression sévère conduisent qui aussi à l'abus de pouvoir de la part des autorités locales, et particulièrement les militaires et gendarmes.⁷

À l'évidence, ces différents facteurs qui sont à l'origine des conflits agropastoraux mettent plusieurs acteurs sociaux dans des relations conflictuelles. Ce qui permet aussi

⁵ Entretien du 9 janvier 2023 à Sarh.

⁶ AFD, 2010. « Causes des conflits liés à la mobilité pastorale et mesures d'atténuation » Rapport d'étude Juin – septembre 2010

⁷ SFCG, 2014, « Prévention et gestion des conflits violents autour des ressources naturelles partagées dans les régions du Chari-Baguirmi, Mandoul et Moyen Chari » Étude de base. Ndjamen, Tchad.

de distinguer les types de conflits agropastoraux selon les catégories sociales et l'intérêt recherché par celles-ci.

2. Les types de conflits

Avant de définir les types de conflits, il nous paraît utile de passer en revue le concept de conflit afin d'élucider notre étude. En effet il n'existe pas une définition standard pour les conflits. Nous pouvons utiliser ceux qui mettent en exergue la présente recherche. Cependant, un conflit est une divergence de perception par rapport aux intérêts⁸. Il naît si deux parties s'opposent sur la répartition des ressources matérielles ou naturelles. Elles agissent sur la base de cette incompatibilité perçue et se mettent en état de belligérance. C'est pourquoi, il existe plusieurs types de conflits liés à l'exploitation et à la gestion des ressources naturelles.

2.1. Les conflits entre éleveurs/éleveurs

Ces conflits viennent de l'utilisation des ressources pastorales à savoir : l'espace, le pâturage et l'eau. Le partage et la gestion de ces ressources deviennent une source de conflits entre les pasteurs qui veulent en utiliser pour leurs bétails. Ces conflits découlent non seulement de la dégradation de l'environnement mais aussi des aléas d'une politique foncière défavorable⁹. Néanmoins, les besoins se manifestent par l'usage des terres et des ressources, conformément à certaines techniques et pratiques qui obéissent à une logique pastorale. C'est pourquoi il existe au sein de groupes des pasteurs des consensus. Cela peut s'observer dans la gestion des points d'eau qui font l'objet de conditions d'accès particulières donnant lieu à des versements de droits d'usages au groupe considéré comme le plus ancien et qui contrôle la zone. Ainsi, ces droits régulent et garantissent l'accès des transhumants en partance pour d'autres localités.

Or, dans cette gestion spatiale intervient une forme d'organisation spécifique à ces groupes sociaux mais de plus en plus complexe. Raison pour laquelle des relations entre éleveurs-éleveurs deviennent tendues et aboutissent à des conflits ayant des conséquences sur les personnes issues de ces deux groupes. Ces conséquences peuvent entraîner les hostilités et de déplacements de pasteurs d'une localité à une autre dans la sphère géographique du département de Lac-Iro. Ces mouvements de personnes n'est pas sans conséquence sur la scolarisation des filles. Au-delà de ces conflits éleveurs/éleveurs, nous notons également un autre type conflit agriculteurs/agriculteurs qui n'est pas également sans conséquence sur la vie de ces communautés.

2.2. Les conflits entre agriculteurs/agriculteurs

Ces types de conflits existent dans le Lac-Iro mais ils sont moins complexes que ceux opposant les agriculteurs et les éleveurs dans la mesure où ils ne concernent que

⁸Dictionnaire Larousse de poche, 2019,p.284.

⁹ (Réounodji. F ,2001).

des groupes de personnes issus de la même communauté. Ils peuvent intervenir dans le cadre de l'accès à la terre en général et aux espaces utiles¹⁰ en particulier.

Ayant développés des relations sociales très anciennes et reposant sur des pactes, ces groupes arrivent souvent à régler les conflits qui les opposent grâce aux médiations des chefs locaux¹¹. C'est pourquoi, ces conflits n'entraînent pas souvent de dégâts énormes. Néanmoins, il arrive qu'ils puissent entraîner de mouvements de personnes d'un village à un autre pour avoir été chassées ou exclues d'un ressort territorial quelconque. Le déplacement de ces groupes de personnes suite à une décision prononcée par une autorité traditionnelle peut avoir également des conséquences sur la scolarisation des filles issues de ces communautés. Ces dernières ne trouvent pas non seulement l'accès à l'école mais l'abandonnent tout simplement. Dans le même sillage de conflits, existent d'autres types plus épineux que ceux cités précédemment et qui concerne particulièrement cette étude.

2.3. *Les conflits entre agriculteurs/éleveurs*

Dans cette localité de Lac-iro, les conflits agropastoraux sont fréquemment observés depuis plusieurs décennies. Ils apparaissent souvent dans le cadre de l'utilisation de l'espace et des ressources pastorales, des dégâts occasionnés sur des champs ou des arbres fruitiers. Mais, ces genres de conduites sont plutôt fréquents chez les éleveurs à cause de la diminution et le morcellement des espaces pastoraux, des dégâts des animaux sur les champs et l'obstruction des couloirs de transhumance par les agriculteurs. Cette situation peut entraîner des conflits, qui souvent peuvent provoquer des batailles rangées occasionnant de morts d'hommes et faisant d'autres dégâts matériels. Ce sont ces derniers cas qui sont souvent perceptibles dans le sud en général et dans le Lac-Iro en particulier.

Aussi, il faut noter que plusieurs situations expliquent les conflits agropastoraux. Comme nous l'avons évoqué ci-haut ces affrontements sont souvent entraînés par l'utilisation de ressources disponibles entre les acteurs des secteurs agricoles et pastoraux ainsi que la population locale. Les différents types de conflits agropastoraux sont repartis ainsi que suit :

Les conflits économiques et sociaux sont de nature à créer de souffrances intolérables du fait de déplacements massifs de populations dont le plus touchées sont les femmes et les enfants. Parmi ces enfants figurent un bon nombre de filles victimes de haines et d'inimités dans les communautés vivant dans le Lac Iro en général et les agriculteurs et éleveurs en particulier. Compte tenu de ces conflits, les filles ne peuvent pas avoir accès à l'école du fait de leur vulnérabilité. Ces conflits peuvent avoir des dimensions politiques ou politisées. C'est pourquoi dès son accession à la souveraineté internationale, le Tchad a été secoué par de séries de crises. Ces événements ont porté un coup sur le tissu de coexistence pacifique entre les éleveurs et les cultivateurs. Raison pour laquelle l'État tchadien parvient difficilement à imposer son autorité pour assurer ou garantir la sécurité à la population. D'où la récurrence des conflits

¹⁰ Les espaces utiles sont les jardins, les plaines inondables.

¹¹ Les bang, les Ngar, les chefs de cantons, les chefs de villages, les chefs de terres etc..

agropastoraux dans tout le pays et dans le Lac-Iro en particulier impactant fortement la scolarisation des filles.

3. Les impacts de conflits agropastoraux sur la scolarisation des filles dans le Lac Iro

En plus des coutumes et de la pauvreté qui limitaient déjà la scolarisation des filles au Tchad, viennent s'ajouter les conflits agropastoraux et ses corollaires. Faisant face aux déplacements involontaires, aux mariages précoces et/ou forcés et aux Violences Basées sur le Genre (VBG), les filles n'arrivent pas souvent à trouver les chances de connaître une scolarisation normale.

3.1. Les mariages précoces et/ou forcés

La question des mariages précoces et/ou forcés limitant la scolarisation des filles est soulevée avant, pendant et après les conflits agropastoraux puisqu'elle est d'abord tributaire de la tradition et de la conjoncture économique, sécuritaire et sociale. Concernant la tradition tchadienne en général, les mariages précoces et forcés sont ancrés dans la structure sociale en vue de faire des filles des épouses dédiées aux activités de l'intérieur ou domestiques contrairement aux garçons pratiquant des activités à l'extérieur de domiciles. Cette division sociale du travail précipite l'entrée en union des filles pour qu'elles ne s'écartent pas de la norme sociale qui voudrait qu'elles se marient étant jeunes. C'est la raison pour laquelle les parents s'empressent de marier les filles mineures. Les mariages précoces/forcés permettraient, selon eux, de préserver l'honneur de la famille contre les grossesses non désirées. En cas de refus, certaines filles peuvent subir des violences physiques au sein des familles. Dans certaines communautés, les mariages arrangés prédominent, certaines filles étant promises à des maris sans en être informées ni consultées.¹² Malgré l'interdiction de cette pratique par l'État, ces parents continuent de le faire en cachette de peur d'être punis par la loi puisque conformément à l'Article 21 de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant de 1990, les « les mariages et les fiançailles d'enfants doivent être interdits et des mesures concrètes, y compris des dispositions législatives, doivent être prises pour fixer à 18 ans l'âge minimal du mariage ». C'est dans ce sens qu'au niveau local, l'ordonnance n°12 de 2018 a été promulgué pour mettre fin aux mariages des filles avant l'âge de 18 ans.

3.2. La non-scolarisation et la sous scolarisation des filles

Les écoles formelles qui existent sont moins fréquentées par les enfants des agriculteurs et surtout les filles. Même s'il y a souvent des efforts de stimuler la fréquentation scolaire des filles des agriculteurs, celles-ci abandonnent leur parcours scolaire pour plusieurs raisons telles que l'insécurité et la pauvreté. En effet, l'insécurité dans la communauté influence la fréquentation scolaire des filles car elles

¹² OCHA, 2021. Renforcer l'éducation des filles au Tchad, en ligne sur <https://reports.unocha.org/fr/country/chad/card/21q88ps07j/> consulté le 17 mai 2023.

ont peur d'être attaquées sur le chemin de l'école. Aussi, il y a lieu de relever que le décrochage scolaire et la non-scolarisation de ces filles s'expliquent par la pauvreté des parents qui estiment souvent qu'ils n'ont pas des moyens financiers pour scolariser leurs enfants. C'est pour cela qu'ils préfèrent les utiliser pour répondre à la satisfaction des besoins familiaux en leurs assignant des responsabilités domestiques et des activités économiques.

3.3. *Les déplacements involontaires et l'exploitation des filles*

Au-delà de la situation des filles des agriculteurs s'ajoute également celle des filles des nomades pastoraux qui se déplacent constamment et ne mettent pas l'accent sur la scolarisation de leurs enfants, ils les préparent plutôt aux responsabilités familiales. De là, il convient de s'accorder avec le *Cluster Education* qui précise que dans certaines provinces, dès le mois de mai par exemple, les filles ne vont plus à l'école car elles se retrouvent impliquées dans les activités champêtres. Cette situation impacte négativement sur leur scolarité. En plus, lors de la recherche de bois de chauffe, d'eau et de courses diverses, elles sont souvent exposées à des risques accrus de Violences Basées sur le Genre (VBG). Une fois que cela se produit, elles ne retournent plus à l'école, d'une manière générale. Donc, nous constatons queles différents responsables de ces communautés de retirer la plupart d'entre les filles de l'école et les donnent en mariages précocement, c'est ce qui les expose aux violences physiques et psychologiques.

Comme le décrit Arditi¹³, la division sexuelle du travail dans les sociétés pastorales réserve en général aux hommes le gardiennage, l'abreuvement du bétail, la recherche des pâturages et l'entretien des puisards. La vente des animaux sur les marchés constitue aussi l'une de leurs prérogatives, même si une redistribution de l'argent obtenu doit normalement être ensuite effectuée à l'intérieur du groupe familial, en relation avec le statut occupé dans le troupeau par l'animal vendu. Les femmes s'occupent, quant à elles, de la traite des vaches laitières, de la vente du lait (frais et/ou caillé) et du beurre ainsi que de l'abreuvement de certains petits ruminants (jeunes moutons et chèvres). Elles gèrent le budget de l'unité domestique, préparent la nourriture et s'occupent des enfants. Ceux-ci participent très tôt et en fonction de leur sexe aux tâches (gardiennage, abreuvement des animaux etc.) qui constituent un apprentissage, souvent très pénible, des conditions de vie pastorales.¹⁴

4. **Les mesures à la perpétuation de la scolarisation des filles**

Dans ce département de Lac-Iro, en proie aux multiples conflits agro-pastoraux ayant des impacts négatifs sur la scolarisation des filles, il importe de procéder à un certain nombre de mesures pouvant conduire à la perpétuation de leur scolarisation. Parmi ces mesures, nous relevons celles qui peuvent contribuer à favoriser la

¹³Arditi. Op.cit.

¹⁴ Claude Arditi. Conflits agriculteurs-éleveurs et " enfants bouviers " au Tchad méridional : essai d'analyse anthropologique. L. SEINY-BOUKAR, P. BOUMARD. Savanes africaines en développement : innover pour durer, Garoua, Cameroun. Cirad, 9 p., 2010.

sécurisation de toutes leurs communautés et particulièrement celle des filles elles-mêmes en vue de leur permettre d'accéder facilement à l'école.

4.1. La sécurisation de la population et leurs biens

La sécurité et le maintien de l'ordre constitue une garantie pour le développement de chaque communauté, cela relève du rôle régalien de l'État de maintenir l'ordre public, c'est pourquoi il doit avoir une part essentielle dans le règlement des conflits et la gestion des crises. Face à cette situation que traversent les filles du Lac-Iro et impactant sur leur accès mais aussi et surtout leur maintien à l'école, les pouvoirs publics doivent s'investir pour assurer d'abord la sécurité de leurs parents et de leurs biens, prévenir et gérer de manière judicieuse les conflits agro-pastoraux. À ce niveau, il se dégage que certains agents véreux chargés du maintien de l'ordre et de la sécurité ne jouent pas ou peu leur rôle. À ce sujet Nanga Ngabo¹⁵ Issa affirme que :

« C'est l'insécurité qui est à l'origine de la non scolarisation et la déscolarisation de nos filles ici dans le lac-Iro. Nous ne pouvons pas les laisser aller seules à une école en dehors de notre village de peur qu'elles soient agressées par les éleveurs avec qui nous sommes parfois en état de belligérance. »

Par contre, les éleveurs quant à eux n'ont pas assez d'inquiétude dans la mesure où leurs filles vont dans les écoles nomades spécifiquement réservées à elles. Ceux-ci craignent plutôt que leurs filles soient agressées dans les pâturages où dans les points d'eau, souvent partagés entre les agriculteurs et les éleveurs. Dans le même ordre d'idée Almahdi Sanoussi¹⁶ relève que :

« Le phénomène de l'insécurité touche réellement notre société et met à mal notre cohabitation avec les autres communautés sédentaires. Nos filles se trouvent aux premiers rangs de victimes parce que le plus souvent nous les gardons à la maison lorsqu'il y a conflit. »

Au regard de toutes ces situations conflictuelles opposant les éleveurs aux agriculteurs et qui ne permettent à leurs filles de se scolariser, l'État doit nécessairement prendre de mesures pouvant permettre la perpétuation de leur scolarisation. En cela, il doit prendre de dispositions sécuritaires adéquates afin de lui offrir d'autres opportunités dans le cadre de son scolarisation et de sa formation.

4.2. La création de nouvelles opportunités de scolarisation et de formation des filles

Des défis majeurs s'imposent aux communautés d'éleveurs et d'agriculteurs pour créer des opportunités pouvant permettre la scolarisation de leurs filles. Puisque le droit à l'éducation est reconnu sur le plan universel selon la charte de l'Organisation des Nations Unies(ONU) et qu'il ne peut avoir aucun développement sans éducation. C'est dans ce sens que le Tchad à travers la loi 16 portant orientation du système éducatif tchadien a accordé une place prépondérante à l'éducation des filles en lui

¹⁵Entretien du 28 février 2023 à Sarh.

¹⁶Entretien du 22 janvier 2023 à Sarh.

consacrant une direction à part entière pour la scolarisation des filles. Cette volonté manifeste se justifie par la non scolarisation et surtout l'abandon de l'école par ces filles. Sur 100filles inscrites au primaire à peine 37% arrivent à la fin de ce cycle¹⁷. Ce constat amer oblige le gouvernement à leur offrir plus d'opportunités en vue de leur scolarisation en dépit de la recrudescence de ces conflits.

- **Les opportunités de scolarisation**

En ce qui concerne le département de Lac-Iro, la question de la scolarisation des filles revêt d'une importance capitale et représente un défi majeur pour le développement. Selon les statistiques du Ministère de l'Éducation Nationale, les filles scolarisées représentent 112,2%¹⁸ dans toute la province du Moyen-Chari. Par contre dans les milieux ruraux et en particulier dans le Lac-Iro, localité touchée par les conflits agriculteurs/éleveurs la situation n'est guère reluisante. La situation de belligérance récurrente entre ces communautés empêche les filles d'accéder à l'école. Raison pour laquelle il faut créer de nouvelles opportunités en vue de permettre leur scolarisation massive. Pour ce faire, le gouvernement doit prendre des dispositions nécessaires pour l'applicabilité des opportunités, qui se résument en termes de :

- Sensibilisation des communautés à la cohésion pacifique et au vivre ensemble ;
- Création des écoles à proximité auprès de villages et de ferricks ;
- Formation des enseignants et surtout des enseignantes issues de ces communautés ;
- Assurance de la gratuité réelle de l'école pour ces filles ;
- Offre des cantines scolaires pour une meilleure prise en charge de ces filles ;
- Sensibilisation des communautés à envoyer toutes les filles à l'école.

Il se dégage de ce constat que la situation des filles déscolarisées et non scolarisées dans le Lac-Iro reste préoccupante. Cette situation nécessite de nouvelles stratégies de formation pour les récupérer. Les Centres d'Éducation de Base Non Formelle (CEBNF) peuvent être considérés comme des alternatives à cet état des lieux.

Les opportunités de former des filles dans les Centres d'Éducation de Base Non Formelle (CEBNF)

Pour les filles dont la scolarité a été interrompue suite aux conflits agropastoraux, les Centres d'Éducation de Base Non Formelle représentent une opportunité pour la réalisation de ces objectifs. Comme alternative à la scolarisation, les CEBNF offrent une seconde chance à ces filles déscolarisées et non scolarisées âgées de 9 à 14 ans en leur donnant de compétences instrumentales de base (lecture, écriture et calcul) et celles dites pratiques (les différents métiers liés aux Activités Génératrices de revenus (AGR)). Cette forme d'éducation peut être plus ou moins égale à celle de l'éducation formelle parce qu'elle offre un système de passerelle pour les plus jeunes

¹⁷Rapport de l'enquête parlementaire sur le système éducatif tchadien, 2017p.123.

¹⁸Annuaire statistique 2019-2020 MENPC.

et l'insertion socioprofessionnelle pour les plus âgées afin de participer au développement de leurs communautés.

Au regard de ces deux situations, le gouvernement a décidé d'implanter des Centre d'Éducation de Base Non Formelle dans les villages touchés par ces conflits agropastoraux afin de permettre aux filles déscolarisées et non scolarisées de reprendre le chemin de l'école. Nous notons dans les 12 centres que nous avons visité lors de notre descente sur le terrain, il se pose de véritables problèmes d'accessibilité dans les écoles et les CEBNF dans la mesure où pour ces derniers, le taux de déscolarisation est élevés. Aussi, si le taux d'accessibilité des filles des sédentaires ou cultivateurs est raisonnables par contre celui de filles des éleveurs nomades est négligeable en raison de peu d'importance qu'accordent les éleveurs à la scolarisation de leurs filles et aux CEBNF. Le tableau ci-dessous décrit cette situation alarmante.

Tableau n°1 : situation des filles déscolarisées et non scolarisées issues des deux communautés dans le Lac-iro

N°	CEBNF	Apprenants	Filles d'agriculteurs	Filles d'éleveurs
01	Kotongoro	54	53	1
02	Massakaba	69	69	0
03	Bobé	47	46	1
04	Raowraow	67	65	2
05	Toi	53	52	1
Total		290	285	5

Source : Rapport de mission de suivi des activités dans les centres d'alphabétisation et d'éducation de base non formelle appuyés par ProQEB/Tchad au Moyen Chari, 2023.

Des dispositions ont été prises par le gouvernement pour créer des opportunités afin de former les filles de ces communautés victimes des conflits agropastoraux, qui impactent leur vie. C'est au gouvernement de mener une forte action de sensibilisation afin d'informer les villages et les ferrick de la localité de Lac-Iro en vue de l'appropriation des avantages de la nouvelle stratégie en vue d'obtenir leurs adhésions massives. Cette sensibilisation est très importante car elle permet de mesurer le degré d'engagement des parents à soutenir le bon fonctionnement des CEBNF créés, ceci en vue de résorber les impacts des conflits agropastoraux sur les filles. Raison pour laquelle le dynamisme des parents s'avère indispensable pour perpétuer les opportunités de formation aux filles afin de juguler les impacts des conflits agropastoraux sur leur éducation. C'est pourquoi, il importe de suggérer aux communautés de recruter d'animateurs locaux et surtout d'animatrices, pour prendre en charge les centres en vue de leur bonne gestion.

Discussion

Il ressort que les résultats obtenus dans ce travail s'accordent avec ceux des travaux menés par certains chercheurs antérieurement. Les analyses réalisées

indiquent que l'éducation à travers sa composante dénommée, Éducation de base Non Formelle contribue à la formation de jeunes filles dans le Lac-Iro en dépit de la récurrence des conflits agro-pastoraux qui les ont impacté profondément. Ces résultats sont similaires à celles obtenus par Ardoïn T. (2014) qui souligne qu'il est indispensable d'adopter cette thématique dans les éventuelles esquisses de recherche liées à la problématique de l'éducation de manière générale. Il ajoute en ce qui concerne l'éducation non formelle qu'elle facilite l'éducation, la socialisation et l'intégration des jeunes et surtout les filles dans le cadre de la présente étude. La même question a été abordée par Gasse F. M. (2007), s'agissant de son indispensabilité pour les communautés africaines à l'instar des éleveurs et des agriculteurs confrontés aux récurrences de conflits.

Au Tchad, comme dans certains pays ayant fait l'objet des études dans le cadre de la scolarisation des filles, la situation n'est pas acceptable. De ce fait, il est plus que nécessaire que le gouvernement consentît des efforts en ce qui concerne l'éducation en général et l'Éducation de Base Non Formelle en particulier.

Conclusion

En définitive, il faut noter que les conflits agropastoraux qui sévissent dans le Lac-Iro s'expliquent par plusieurs facteurs qui sont d'ordre naturel, social, économique et conjoncturel. Ces situations conflictuelles opposent des acteurs de mêmes domaines d'activités et des activités différentes. Ce qui a permis de ressortir les types de conflits selon les secteurs d'activités. En l'occurrence, il y existe des conflits entre les agriculteurs, entre les éleveurs et entre les agriculteurs et les éleveurs. Ces différents types de conflits ont eu des effets néfastes sur la scolarisation des filles des communautés des agriculteurs et des éleveurs.

Cependant pour permettre aux filles qui ont été parmi les victimes de ces conflits d'aller ou de reprendre l'école, le gouvernement doit prendre des dispositions nécessaires afin d'atteindre cet objectif. Raison pour laquelle des mesures s'imposent à la perpétuation de la scolarisation des filles qui devient plus que nécessaire au regard de la gravité de la situation. Ces mesures qui sont déjà en expérimentation dans la zone d'étude nécessitent la contribution de tous les acteurs impliqués dans les conflits agropastoraux afin de les rendre effectives. Les études montrent que l'atteinte de ces objectifs n'est pas aisée compte tenu d'une part des récurrences des conflits agriculteurs/éleveurs et d'autre part de la réticence de certaines communautés de laisser leurs filles aller à l'école.

Références bibliographiques

- AFD, 2010. Causes des conflits liés à la mobilité pastorale et mesures d'atténuation »
Rapport d'étude Juin – septembre 2010.
- Bourgeot A, 1994. *Etude de systèmes de production animale au Tchad. Rapport final de la première phase du programme écologie pastorale.* Document PNE, 127 p.
- Hugot P. 1997 *La transhumance des Arabes Missirié et les batailles intertribales d'Oum Hadjer de 1947.* Paris, le Harmattan, 181p.
- Kaikanroua L., 2002. *Partie sociologique de l'étude socio-pastorale sur l'Espace Lacustre de Fianga.* 37 p.
- Kofi Annan. 2014. *Journée mondiale des femmes, Nations Unies,*
- Loi n°4 du 31 octobre 1959 relative à la transhumance
- Loi n° 25 du 22 juillet 1967 sur la limitation des droits fonciers
- Saibou I., 2006. La prise d'otages aux confins du Cameroun, de la Centrafrique et du Tchad : une nouvelle modalité du banditisme transfrontalier.
Polis/R.C.S.P/C.P.S.R. Vol. 13, Numéros 1-2 :119-146
- Sougnabé P, 2000. *Le conflit agriculteurs/éleveurs dans la zone soudanienne : le cas du Moyen-Chari au sud du Tchad.* Mémoire de DEA ESSOR Toulouse, 64 p.
- Sougnabé P. 2005. *Les couloirs de transhumance dans la problématique des conflits agriculteurs et éleveurs au Tchad.* Rapport d'étude, document MEC, 51P
- Réounoudji F., 2001, *Espaces, sociétés rurales et pratiques de gestion des ressources naturelles dans le sud-ouest du Tchad vers une intégration agriculture-élevage,* Thèse de doctorat, Université Paris I Panthéon Sorbonne, 449 pages
- Zakinet D., 2015, *Des pasteurs transhumants entre alliance et conflit au Tchad, n°255 in Afrique contemporaine.*

Tableau de personnes enquêtées

N°	Nom et Prénoms	Statut social	Sexes	Agés	Date et lieux d'entretien
01	Nanga N'gabo Issa	Cultivateur	M	68	Le 28 février 2023 à Sarh
02	Almahdi Sanoussi	Eleveur	M	46	Le 22 janvier 2023 à Moussafoyo
03	Hamadou Bouba	Eleveur	M	50	Le 17 janvier 2023 à Bobé
04	Madja Barka	Cultivateur	M	80	Le 9 janvier 2023 à Sahr
05	Kimalla Josephine	Cultivatrice	F	61	Le 2 février à Kyabé